

DECRET N° 93-221 du 03 Février 1993
portant création d'un établissement Public à
caractère industriel et commercial dénommé
Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi
(AGEPE) et déterminant ses attributions, son
organisation et son fonctionnement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

- SUR rapport conjoint du Ministre de l'Emploi et de la Fonction Publique et du Ministre Délégué auprès du Premier Ministre Chargé de l'Economie, des Finances et du Plan ;
- VU la loi n° 78-663 du 5 août 1978 déterminant la composition, l'organisation, les attributions et le fonctionnement de la Cour Suprême, particulièrement son titre V relatif à la Chambre des Comptes ;
- VU la loi n° 80-1070 du 13 septembre 1980 fixant les règles générales relatives aux Etablissements Publics Nationaux et portant création de catégories d'Etablissements Publics ;
- VU le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;
- VU le décret n° 81-137 du 18 février 1981 portant régime financier et comptable des Etablissements Publics Nationaux ;
- VU le décret n° 82-402 du 21 avril 1982 portant organisation administrative des Etablissements Publics Nationaux ;
- VU le décret n° 84-67 du 25 janvier 1984 règlementant la gestion et la comptabilité des biens et matières des Etablissements Publics Nationaux ;
- VU le décret n° 91-755 du 14 novembre 1991 portant nomination des membres du Gouvernement ;

VU le décret n° 91-806 du 11 décembre 1991 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E

TITRE I : LES DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Il est créé un Etablissement public à Caractère Industriel et Commercial dénommé "Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi", en abrégé AGEPE.

Les attributions, l'organisation et le fonctionnement de l'AGEPE sont déterminés par le présent décret ;

Article 2 : Le siège de l'AGEPE est fixé à Abidjan ;

Article 3 : L'AGEPE assure les missions d'Observatoire de l'Emploi, des Métiers, de Formation et de Promotion de l'Emploi.

A ce titre elle est chargée :

- De constituer une base de données relative à l'emploi, au métier, au chômage et à la formation ;
- De mettre en œuvre des programmes d'emploi et de formation initiés par le Gouvernement ;
- De rechercher en liaison avec le Ministère chargé de l'Economie et des Finances le financement pour les programmes d'emploi ;
- De réaliser et diffuser toutes documentation sur l'emploi et la formation et les résultats des études et enquêtes ;
- De conduire toutes actions visant à assurer une meilleure adéquation Emploi-formation.
- D'enregistrer et recenser les demandeurs d'emploi ;
- De prospecter le marché de l'Emploi auprès des entreprises en vue du placement des demandeurs d'emploi ;
- D'assurer le conseil en recrutement et en gestion des ressources humaines,

- De sélectionner, conseiller et orienter les demandeurs d'emploi ;
- D'assurer la gestion administrative et financière de l'aide au chômage ;

Article 4 : La tutelle administrative et technique de l'AGEPE est exercée par le Ministre chargé de l'Emploi et de la tutelle financière par le Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

Article 5 : Les organes de l'AGEPE sont :

- La Commission Consultative de Gestion ;
- La Direction ;
- Le Comité Scientifique ;

TITRE II : LES DISPOSITIONS GENERALES

Article 6 : La Commission Consultative de Gestion de l'AGEPE comprend :

- Le Ministre de l'Emploi et de la Fonction Publique ou son représentant, Président ;
- Le Ministre délégué auprès du premier Ministre chargé de l'Economie, des Finances et du Plan ou son représentant ;
- Le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Animales ou son représentant ;
- Le Ministre de l'Industrie et du Commerce ou son représentant ;
- Le Ministre de la Santé et de la Protection Sociale ou son représentant ;
- Le Ministre de l'Education Nationale ou son représentant ;
- Un représentant du Patronat ;
- Un représentant des Travailleurs.

Article 7 : Le Contrôleur Budgétaire et l'Agent Comptable participent avec voix consultative aux réunions de la Commission Consultative de Gestion dans les cas prévus par le décret n° 81-137 du 18 février 1981 susvisé, notamment en ses articles 15 et 32.

Le président de la Commission Consultative de Gestion peut inviter aux réunions de la Commission avec voix consultative, toute personne dont il estime utile d'entendre les avis.

Article 8 : Outre les pouvoirs et attributions que la Commission Consultatives de Gestion exerce conformément aux dispositions de la loi 80-1070 du 13 septembre 1980 susvisée, les actes suivants du Directeur de l'AGEPE sont soumis à son autorisation préalable :

- La création de services ;
- Les programmes d'investissement ;
- Le règlement intérieur.

TITRE III : LA DIRECTION

Article 9 : L'AGEPE est dirigé par un Directeur nommé par décret en Conseil des Ministres sur proposition conjointe des Ministres membres de la Commission Consultative de Gestion. Il a rang de Directeur d'Administration Centrale.

Article 10 : A la Direction de l'AGEPE sont rattachés deux Départements et cinq Sous-Directions :

- Le Département Observatoire de l'Emploi et de la Formation (DOEF) dont dépend la Sous-Direction des Etudes et de l'Emploi-Formation.
- Le Département Promotion de l'Emploi (DPE) dont dépendent la Sous-Direction de l'Emploi et la Sous-Direction du Traitement du Chômage.
- La Sous-Direction des MoyensGénéraux
- La Sous-Direction de l'information

Article 11 : Le Département Observatoire de l'Emploi, des Métiers et de la Formation est chargé des missions d'observation, d'Etudes et de suivi des programmes pilotes.

Il est dirigé par un Chef de Département.

Article 12 : Le Département Promotion de l'Emploi est chargé de l'exécution des programmes nationaux d'emploi.

Article 13 : La Sous-Direction des Moyens Généraux est chargée de l'administration générale et des finances de l'établissement et notamment de :

- La préparation du projet de budget,
- La préparation des opérations d'exécution du budget et en particulier, l'engagement, la liquidation et l'ordonnancement,
- La comptabilité analytique de chaque contre de coût,
- La préparation des baux, marchés, contrats et conventions et le suivi de leur exécution,
- Tous les actes liés à la Gestion du Personnel.

Article 14 : La Sous-Direction de l'information est chargée :

- De la collecte des informations, de leur traitement et de la gestion de la base des données,
- Des publications
- De l'information du public.

Article 15 : La Sous-Direction des Etudes et de la Formation-Emploi est chargée de :

- La conception des termes de référence et la réalisation des études et enquêtes approuvées par le Comité Scientifique et par la Commission Consultative de Gestion ;
- La création et de la gestion de la base de données emploi et formation
- La conception des programmes d'emploi visant à la résorption du chômage et du suivi des programmes pilotes
- La recherche de financement des programmes d'emploi.

Article 16 : La Sous-Direction de l'Emploi est chargée :

- De l'enregistrement des demandeurs d'emploi
- De la prospection et du placement
- De l'exécution des programmes nationaux de création directe d'emplois et de promotion de l'emploi en vue de la résorption du chômage

- Du conseil, de l'orientation et de la formation en vue de la reconversion professionnelle des demandeurs d'emploi.

Article 17 : La Sous-Direction du Traitement du Chômage est chargée de l'indemnisation du chômage.

Article 18 : Les chefs de département et le Sous-Directeurs sont nommés par arrêtés du Ministre de l'Emploi et de la Fonction Publique sur proposition du Directeur de l'AGEPE.

Ils ont rang de Sous-Directeur d'Administration Centrale.

Article 19 : Il peut être ouvert au sein de l'AGEPE des bureaux d'enregistrement et de placement tenus par des chefs de service.

Article 20 : Le personnel de l'AGEPE est composé essentiellement d'agents de l'Etat.

Elle pourra être faire appel pour nécessité de service à du personnel contractuel ou vacataire recruté sur projets et régi par la Convention Collective du Travail.

TITRE IV : COMITE SCIENTIFIQUE

Article 21 : Le COMIT2 Scientifique arrête les programmes d'études à soumettre à la Commission Consultative de Gestion.

Article 22 : Le Comité Scientifique est composé comme suit :

- Le Directeur de l'AGEPE ;
- Le Chef du Département Observatoire ;
- Le Chef du Département de la Promotion de l'Emploi ;
- Un expert nommé par le Ministre chargé de l'Emploi ;
- Un expert nommé par le Ministre chargé de l'Economie et des Finances,
- Un expert nommé par le Ministre chargé de l'Industrie et du Commerce ;
- Un expert nommé par le Ministre chargé de l'Education Nationale ;

- Un expert nommé par le Ministre chargé de l'Enseignement Technique et Professionnel ;
- Un expert nommé par le Ministre chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- Un expert nommé par le Ministre chargé de l'Agriculture ;
- Un expert nommé par le Ministre chargé de la Promotion de la Femme ;
- Un expert nommé par le Ministre chargé de la Jeunesse ;
- Un expert désigné par le Patronat ;
- Un expert désigné par l'Organisation Internationale du Travail ;
- Un expert désigné par les Bailleurs de Fonds finançant des projets d'emplois ;
- Trois personnalités choisies par le Ministre chargé de l'Emploi pour leur expérience dans le domaine de l'emploi et du secteur informel.

TITRE V : REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

Article 23 : Les recettes et les dépenses de l'AGEPE sont prévues et évaluées dans le budget annuel de l'Etablissement conformément aux règles régissant la comptabilité des établissements publics nationaux.

Les recettes proviennent notamment :

- Des produits des prestations de service ;
- Des subventions d'organismes publics ou privés nationaux ou internationaux ;
- Des prélèvements sur le Fonds National de Solidarité dont la quotité est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Economie et des Finances et du Ministre chargé de l'Emploi.
- Des fonds provenant du Fonds de Développement de la Formation professionnelle et éventuellement des autres fonds nationaux ;
- Des fonds provenant d'aides extérieures ;
- Des subventions éventuelles du budget de l'Etat ;
- Des dons et legs ;

- Des produits des biens, meubles ou immeubles aliénés dans les conditions fixées par les textes en vigueur ;

Les dépenses sont constituées par :

- Les dépenses de fonctionnement et les dépenses d'équipement de l'Etablissement.

Article 24 : les fonds de l'AGEPE sont des derniers publics. Ils sont déposés dans un compte ouvert au Trésor ou la Caisse Autonome d'Amortissement (C.A.A.).

Article 25 : La gestion des ressources liées aux prestations de service réalisées par l'Agence dans le cadre d'opérations destinées à des partenaires extérieurs, et ayant fait l'objet d'accords de complémentarité, de contrats, de conventions, ou de marchés publics, peut s'effectuer par les comptes de la rubrique 44 de la comptabilité distincte.

Article 26 : Les opérations comptables liées à la gestion de ces comptes, sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. Elles sont visées notamment par le Contrôleur Budgétaire et effectuées par l'Agent Comptable de l'AGEPE.

Article 27 : Pour le suivi des comptes gérés dans le cadre de la rubrique 44 portant sur les services, programmes et opérations à comptabilité distincte, l'AGEPE est autorisée à utiliser un compte distinct, ouvert auprès de la Caisse Autonome d'Amortissement ou du Trésor.

TITRE VI : LE CONTROLE

Article 28 : Le Contrôle Budgétaire

Un Contrôleur Budgétaire est nommé auprès de l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi par arrêté du Ministre chargé de l'Economie et des Finances. Il exerce le contrôle sur l'exécution du budget de l'Etablissement conformément aux dispositions du décret n° 81-137 du 18 février 1981 susvisé.

Article 29 : L'Agence Comptable

Il est nommé auprès de l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi un agent comptable ayant la qualité de comptable public et sous la responsabilité personnelle et pécuniaire duquel sont effectuées les opérations financières.

Article 30 : Le Contrôle des Comptes

Le contrôle a posteriori des comptes et de la gestion de l'AGEPE est exercé par la Chambre des Comptes de la Cour Suprême dans les conditions définies par le titre V de la loi n° 78-663 du 5 août 1978 susvisée.

TITRE VII : PATRIMOINE

Article 31 : Il est dressé, à compter de l'entrée en vigueur du présent décret, un inventaire évaluatif des actifs et passifs qui constituent la dotation ou affectation initiale de l'Agence d'Etudes et de Promotion de l'Emploi.

Cet inventaire fait l'objet d'une prise en charge dans la comptabilité patrimoniale de l'Agent comptable.

TITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article 31 : Le Ministre de l'Emploi et de la Fonction Publique et le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre, Chargé de l'Economie, des Finances et du Plan, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 03 Février 1993

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

Copie certifiée conforme à l'original
P. Le Secrétaire Général du Gouvernement P.O.